

Art. 6. In artikel 6, § 5, 1e lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « , van niveau 2+ » ingevoegd tussen de woorden « van niveau 1 » en « of van niveau 2 ».

Art. 7. Dit decreet wordt van kracht op de dag bepaald door de Waalse Regering.
Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.
Namen, 19 mei 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek,
Tewerkstelling en Beroepsopleiding,
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,
B. ANSELME

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,
A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,
J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 94 — 1487

[C — 27314]

19 MAI 1994. — Décret relatif à l'engagement de chômeurs
affectés à certains projets au bénéfice des petites et moyennes entreprises (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Entreprises bénéficiaires*

Article 1er. Le Gouvernement peut, aux conditions du présent décret et dans la limite des crédits budgétaires, allouer aux petites et moyennes entreprises une subvention destinée à couvrir en partie les rémunérations et cotisations sociales relatives à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets de développement.

Art. 2. Pour bénéficier de la subvention, l'entreprise doit :

1° être exploitée par une personne physique en qualité de commerçant ou par une personne morale, constituée sous la forme d'une société commerciale, d'un groupement européen d'intérêt économique ou d'un groupement d'intérêt économique, à l'exception des personnes morales de droit public;

2° avoir au moins un siège d'exploitation en Région wallonne;

3° être une petite ou moyenne entreprise conformément aux critères ci-après.

L'entreprise moyenne est celle :

1° occupant au maximum deux cent cinquante travailleurs inscrits à l'Office national de sécurité sociale;

2° et dont :

a) soit le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 20 millions d'écus;

b) soit le total du bilan n'excède pas 10 millions d'écus;

3° et dont 25 % au maximum du capital est détenu par une ou plusieurs entreprises qui ne satisfont pas aux critères définis aux 1° et 2° susvisés, qui ne sont ni des sociétés publiques de participation, ni des sociétés de capital à risque, ni, à condition qu'ils n'exercent aucun contrôle, des investisseurs institutionnels.

La petite entreprise est celle :

1° occupant au maximum cinquante travailleurs inscrits à l'Office national de sécurité sociale;

2° et dont :

a) soit le chiffre d'affaires ne dépasse pas 5 millions d'écus;

b) soit le total du bilan ne dépasse pas 2 millions d'écus;

3° et dont 25 % au maximum du capital est détenu par une ou plusieurs entreprises qui ne satisfont pas aux critères définis aux 1° et 2° susvisés, qui ne sont ni des sociétés publiques de participation, ni des sociétés de capital à risque, ni, à condition qu'ils n'exercent aucun contrôle, des investisseurs institutionnels.

Le Gouvernement peut adapter les critères définis aux alinéas 2 et 3 pour assurer la conformité du présent décret à l'article 92 du traité instituant la Communauté économique européenne signé à Rome le 25 mars 1957.

(1) Session 1993-1994 :

Documents du Conseil 219 (1993-1994) N° 1 à 3.

Compte rendu intégral. — Séance publique 5 mai 1994.

Discussion — Vote.

Art. 3. L'entreprise doit relever :

- 1° des secteurs industriel, artisanal, du tourisme, du commerce ou des services;
- 2° des secteurs de la pisciculture, de l'horticulture et de la sylviculture;
- 3° du secteur de l'agriculture.

Sont toutefois exclus :

- 1° les secteurs des banques et autres institutions financières, des assurances et de l'immobilier;
- 2° les secteurs de la production et de la distribution d'énergie et d'eau, à l'exception de la production d'énergies alternatives et renouvelables;
- 3° les secteurs de l'enseignement et de la formation;
- 4° le secteur de la santé;
- 5° les secteurs des sports, des loisirs et de la culture;
- 6° les professions libérales qui n'ont pas de rapport direct avec l'activité économique des petites et moyennes entreprises.

Le Gouvernement peut étendre les exclusions à d'autres secteurs ou branches d'activités. Dans ce cas, sa décision motivée doit prendre exclusivement en considération les principes et objectifs du développement durable ou de la création d'emplois.

Art. 4. L'entreprise est tenue, pour obtenir et conserver le droit à la subvention, de satisfaire aux obligations prévues :

- 1° par la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises;
- 2° par la législation en matière de stage et d'insertion professionnelle des jeunes;
- 3° par les législations et réglementations sociales, fiscales, environnementales et celles qui régissent l'exercice de son activité ou s'engager à se mettre en règle dans les délais fixés par l'administration compétente.

CHAPITRE II. — Projets

Art. 5. Les projets de développement visés à l'article 1er, sont les programmes consistant en études ou recherches en vue de :

- 1° la mise au point de nouveaux produits, procédés ou services, ou leur amélioration significative au plan technologique;
- 2° l'assistance ou la promotion des exportations en dehors de la Communauté économique européenne;
- 3° la promotion des énergies renouvelables et des économies d'énergie;
- 4° l'économie de matières premières;
- 5° la protection de l'environnement notamment par l'incitation au respect de normes plus strictes que les normes communautaires;
- 6° le respect de normes de qualité plus rigoureuses que celles imposées par la Région wallonne, l'Etat ou les Communautés européennes.

Le Gouvernement ne peut subsidier simultanément que deux projets par entreprise, et à la condition que ces projets visent des programmes différents parmi ceux énumérés à l'alinéa 1er.

CHAPITRE III. — Les travailleurs

Art. 6. Les emplois visés par le présent décret peuvent être occupés soit par des chômeurs complets indemnisés, bénéficiant d'allocations de chômage ou d'attente, soit par des personnes appartenant aux catégories visées à l'article 16, alinéa 1er, 2° à 6°.

Le Gouvernement peut étendre ou restreindre le champ d'application susvisé à d'autres catégories de personnes. Dans ce cas, sa décision motivée doit prendre exclusivement en considération la difficulté de placement des chômeurs concernés.

Art. 7. L'entreprise bénéficiaire ne peut pas, à partir du sixième mois précédant la demande et jusqu'à la fin du projet, avoir supprimé ou supprimer un emploi correspondant à une fonction équivalente à l'embauche subsidiée.

Art. 8. L'intervention de la Région wallonne porte sur l'engagement d'un travailleur à temps plein au moins et de cinq travailleurs à temps plein au plus par projet.

Art. 9. Les chômeurs sont engagés par un contrat de travail, soit pour un travail à temps plein, soit pour un travail à temps partiel, auquel cas la durée des prestations doit, au moins, être égale à un mi-temps.

L'employeur informe l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (Forem) de la vacance de l'emploi.

Art. 10. Sans préjudice des dispositions de conventions collectives de travail plus favorables, la rémunération contractuelle des travailleurs ne peut être inférieure au traitement initial octroyé à un membre du personnel de la Région wallonne pour la même fonction ou pour une fonction analogue.

CHAPITRE IV. — Montant de la subvention

Art. 11. La base de calcul de la subvention est constituée, pour chaque travailleur, du montant de la rémunération annuelle allouée aux agents de la Région wallonne pour une fonction équivalente, majoré des cotisations sociales auxquelles cette rémunération donnerait lieu.

Le Gouvernement fixe le mode de calcul de cette rémunération et de la majoration.

Pour les douze premiers mois, la subvention est égale à 60 % de cette base de calcul.

Pour les douze mois suivants, elle est ramenée à 50 %.

Toutefois, elle est maintenue au taux de 60 % pour les chômeurs âgés de plus de 40 ans.

Art. 12. L'entreprise peut introduire une demande tendant à un complément de subvention égal à 33 % de la base de calcul pour une durée n'excédant pas douze mois, en justifiant sa demande par les raisons pour lesquelles le projet n'a pu être terminé dans les délais prévus, l'opportunité de sa poursuite et la nécessité de la subvention pour y parvenir.

Le Gouvernement fixe les formes et les modalités de la demande de complément.

Art. 13. Les taux de 60, 50 et 33 %, visés aux articles 11 et 12, sont respectivement portés aux taux de 80, 75 et 50 % pour les petites entreprises, ainsi que pour les moyennes entreprises situées dans les zones de développement délimitées en application de l'article 11 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique.

Art. 14. En aucun cas, la subvention ne peut être cumulée avec un autre avantage qui serait accordé à charge du budget de la Région wallonne en raison de la même mise au travail.

CHAPITRE V. — *Plafond de la subvention*

Art. 15. Le montant de la subvention ne peut excéder 50 % du coût du projet de développement.

On entend par coût du projet l'ensemble des dépenses suivantes :

- 1° dépenses du personnel calculées comme un élément du montant total nécessaire pour réaliser le projet;
- 2° autres dépenses calculées de la même manière;
- 3° instruments et équipements, terrains et bâtiments. Ces coûts ne peuvent être pris en considération que dans la mesure où ces biens sont affectés uniquement au projet. Le coût doit être ventilé entre le projet et les activités pour lesquelles ces biens sont utilisés;
- 4° services de consultants et services analogues, y compris l'achat des travaux de recherche, de connaissances techniques, de brevets, etc.;
- 5° frais généraux supplémentaires supportés directement au titre du projet.

Art. 16. Le plafond de la subvention, prévu à l'article 15, n'est pas applicable à la petite entreprise qui embauche exclusivement des travailleurs relevant des catégories suivantes :

- 1° les chômeurs complets indemnisés, sans interruption, depuis au moins six mois ou les chômeurs complets qui ont connu au moins six mois de chômage complet indemnisé au cours de l'année qui précède leur engagement;
- 2° les chômeurs complets indemnisés visés par les articles 30, alinéa 3, 7°, et 42, § 2, 9°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, qui sont chômeurs sans interruption depuis au moins six mois ou qui ont connu six mois de chômage au cours de l'année qui précède leur engagement;
- 3° les demandeurs d'emploi, bénéficiaires du minimum de moyens d'existence prévu par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence;
- 4° les chômeurs dont le droit au bénéfice des allocations de chômage est suspendu depuis un an ou plus en application des articles 81 à 88 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;
- 5° les chômeurs occupés en atelier protégé conformément à l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

6° les chômeurs visés aux articles 89 ou 90 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité.

Pour l'application de l'alinéa 1er, est considérée comme durée de chômage complet indemnisé :

- 1° la durée d'occupation comme stagiaire, telle que visée à l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes;
- 2° la durée d'occupation comme contractuel mis au travail en vertu de l'article 60, § 7, de la loi organique du 8 juillet 1976 relative aux centres publics d'aide sociale;
- 3° la période pendant laquelle un demandeur d'emploi a bénéficié du minimum de moyens d'existence;
- 4° la période de stage d'attente visée à l'article 36, § 1er, 4°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;
- 5° la période de chômage non indemnisée en application des articles 81 et suivants de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;
- 6° la période de travail à temps partiel durant laquelle des allocations ont été versées en application de l'article 101 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;
- 7° la période de travail à temps partiel durant laquelle des allocations de garantie de revenu ont été versées en application de l'article 131bis de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;
- 8° la période de travail à temps partiel avec maintien des droits en application de l'article 29, § 2, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité, sauf s'il s'agit d'un travailleur dont la rémunération atteint le salaire de référence.

Pour l'application de l'alinéa 1er, ne sont pas considérées comme périodes d'interruption :

- 1° les périodes d'interruption de maximum quinze jours, sauf s'il s'agit de périodes de sanction administrative ou d'exclusion sur la base des articles 51, 52 et 153 à 156 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;
- 2° les périodes qui ont donné lieu au paiement d'une indemnité par application des dispositions légales ou réglementaires concernant l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;
- 3° les périodes de chômage couvertes par un pécule de vacances;
- 4° les périodes qui ont donné lieu au paiement d'une indemnité en application des dispositions légales ou réglementaires concernant la réparation des dommages résultant des accidents de travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles.

Pour l'application du présent article, la situation du demandeur d'emploi est appréciée la veille du jour où commence l'exécution du contrat.

CHAPITRE VI. — *Procédure*

Art. 17. L'entreprise introduit sa demande de subvention selon les formes et modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 18. Le Gouvernement évalue l'intérêt du projet et son effet sur l'emploi, au regard notamment des spécificités sous-régionales en matière de chômage structurel.

Art. 19. La convention octroyant la subvention fixe :

- 1° la description du projet et sa durée;
- 2° le nombre de travailleurs à engager et à maintenir dans l'entreprise pendant la réalisation du projet, ainsi que les qualifications exigées et la description des fonctions;
- 3° le barème de référence de la base de calcul de la subvention.

Art. 20. La subvention est liquidée sur la base des justificatifs du paiement des rémunérations et cotisations sociales.

Le Gouvernement fixe les modalités de la liquidation de la subvention.

L'entreprise dresse des rapports d'activité dans les délais et les formes arrêtées par le Gouvernement.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 21. Le Gouvernement fixe les modalités de contrôle de l'application du présent décret et les sanctions.
Le Gouvernement fixe la procédure de récupération des subventions indûment versées.
Le Gouvernement remet chaque année au Conseil régional wallon un rapport d'évaluation sur l'application du présent décret.

Art. 22. L'arrêté royal n° 123 du 30 décembre 1982 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'expansion économique au bénéfice de petites et moyennes entreprises, modifié par l'arrêté royal n° 257 du 31 décembre 1983 et la loi du 24 février 1987, est abrogé en Région wallonne.

Il reste toutefois d'application pour les conventions conclues avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 23. Le présent décret entre en vigueur au jour fixé par le Gouvernement.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 mai 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique,
de l'Emploi et de la Formation professionnelle,

A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports,

A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

D. 94 — 1487

[C — 27314]

**19. MAI 1994. — Dekret bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen,
die in gewisse Projekte zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben (1) eingesetzt werden**

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I. — Begünstigte Unternehmen

Artikel 1. Unter den Bedingungen des vorliegenden Dekrets und innerhalb der verfügbaren Haushaltsmittel kann die Regierung den Klein- und Mittelbetrieben einen Zuschuß gewähren, um die Löhne und Sozialbeiträge, die mit der Einstellung von in gewisse Entwicklungsprojekte eingesetzten Arbeitslosen verbunden sind, teilweise zu decken.

Art. 2. Um auf diesen Zuschuß Anspruch erheben zu können, muß das Unternehmen:

1° von einer natürlichen, als Kaufmann handelnden Person, oder von einer juristischen Person in der Form einer Handelsgesellschaft, einer europäischen wirtschaftlichen Interessengruppe oder einer wirtschaftlichen Interessengruppe, mit Ausnahme von juristischen Personen des öffentlichen Rechts, betrieben werden;

2° mindestens einen Betriebssitz in der Wallonischen Region besitzen;

3° ein Klein- oder Mittelbetrieb nach den unterstehenden Kriterien sein.

Unter Mittelbetrieb versteht man ein Unternehmen, das:

1° höchstens zweihundertfünfzig beim Landesamt für Soziale Sicherheit eingetragene Arbeiter beschäftigt;

2° und:

a) entweder dessen Jahresumsatz nicht 20 Millionen Ecu überschreitet;

b) oder dessen Bilanzgesamtbetrag nicht 10 Millionen Ecu überschreitet;

3° und von dessen Gesellschaftskapital höchstens 25% einem oder mehreren Unternehmen gehören, welche die unter 1° oder 2° hieroben erwähnten Kriterien nicht erfüllen, die weder öffentliche Beteiligungsunternehmen, noch Risikokapitalgesellschaften, noch — unter der Bedingung, daß sie keine Kontrolle ausüben — institutionelle Investoren sind.

Unter Kleinbetrieb versteht man ein Unternehmen, das:

1° höchstens fünfzig beim Landesamt für Soziale Sicherheit eingetragene Arbeiter beschäftigt;

2° und:

a) entweder dessen Jahresumsatz nicht 5 Millionen Ecu überschreitet;

b) oder dessen Bilanzgesamtbetrag nicht 2 Millionen Ecu überschreitet;

(1) Sitzungsperiode 1993-1994:

Dokumente des Rats 219 (1993-1994) Nrn. 1 bis 3.

Austuhrlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 5. Mai 1994.

Diskussion — Abstimmung.

3° und von dessen Gesellschaftskapital höchstens 25 % einem oder mehreren Unternehmen gehören, welche die unter 1° oder 2° hieroben erwähnten Kriterien nicht erfüllen, die weder öffentliche Beteiligungsunternehmen, noch Risikokapitalgesellschaften, noch — unter der Bedingung, daß sie keine Kontrolle ausüben — institutionelle Investoren sind.

Die Regierung kann die in Absatz 2 und 3 festgelegten Kriterien anpassen, um die Übereinstimmung des vorliegenden Dekrets mit Artikel 92 des am 25. März 1957 in Rom unterzeichneten Vertrags zur Gründung der EWG zu sichern.

Art. 3. Das Unternehmen muß in einem der folgenden Bereiche tätig sein:

1° Industrie, Handwerk, Tourismus, Handel oder Dienstleistungen;

2° Fischzucht, Gartenbau und Forstwirtschaft;

3° Landwirtschaft.

Ausgeschlossen sind jedoch:

1° der Bereich der Banken und sonstiger finanziellen Einrichtungen, Versicherungs- und Immobiliengesellschaften;

2° der Bereich der Energie- und Wasserproduktion und -Versorgung, mit Ausnahme der Produktion von alternativen und regenerierbaren Energiequellen;

3° der Bereich des Unterrichtswesens und der Ausbildung;

4° der Bereich des Gesundheitswesens;

5° der Bereich des Sport- und Unterhaltungswesens und der Kultur;

6° die freien Berufe, die keine direkte Beziehung zur wirtschaftlichen Tätigkeit von Klein- und Mittelbetrieben haben.

Die Regierung kann die Ausschließungen auf andere Tätigkeitsbereiche bzw. -Branchen ausdehnen. In diesem Fall muß ihre begründete Entscheidung ausschließlich die Prinzipien und Zielsetzungen der dauerhaften Entwicklung oder der Beschaffung von Arbeitsplätzen berücksichtigen.

Art. 4. Um das Recht auf den Zuschuß zu erhalten oder zu behalten, muß das Unternehmen die in den nachstehenden Gesetzen und Bestimmungen vorgesehenen Verpflichtungen einhalten:

1° Gesetz vom 17. Juli 1975 über Buchführung und die jährlichen Unternehmenskonten;

2° Gesetzgebung bezüglich des Praktikums und der beruflichen Eingliederung der Jugendlichen;

3° die sozialen, steuerrechtlichen, umweltrechtlichen Gesetzgebungen und Bestimmungen und diejenigen, welche die Ausübung der Betriebsstätigkeit regeln, oder sich dazu verpflichten, die entsprechenden Verhältnisse innerhalb der von der zuständigen Verwaltung festgelegten Termine in Ordnung zu bringen.

KAPITEL II. — Projekte

Art. 5. Die in Artikel 1 genannten Entwicklungsprojekte sind aus Untersuchungen oder Forschungen bestehende Programme im Hinblick auf:

1° die Fertigstellung von neuen Produkten, Verfahren oder Dienstleistungen, oder deren bedeutende Verbesserung auf technologischer Ebene;

2° die Hilfe bei oder die Förderung von Ausfuhren außerhalb der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft;

3° die Förderung von regenerierbaren Energiequellen und Energieeinsparungen;

4° Rohstoffeinsparungen;

5° Umweltschutz, insbesondere durch die Anregung zur Einhaltung von strengeren Normen als die EG-Normen;

6° die Einhaltung von strengeren Qualitätsnormen als diejenigen, die von der Wallonischen Region, dem Staat oder den Europäischen Gemeinschaften auferlegt werden.

Pro Unternehmen darf die Regierung nur zwei Projekte gleichzeitig bezuschussen, und unter der Bedingung, daß diese Projekte unterschiedliche Programme unter denen, die im Absatz 1 erwähnt sind, betreffen.

KAPITEL III. — Die Arbeitnehmer

Art. 6. Die vom vorliegenden Dekret betroffenen Stellen können entweder Vollarbeitslose, die Arbeitslosenunterstützung oder Wartezulagen beziehen, oder Personen, die zu den in Artikel 16 Absatz 1 2° bis 6° erwähnten Kategorien gehören, innehaben.

Die Regierung kann den vorgenannten Anwendungsbereich auf andere Personenkategorien erweitern oder beschränken. In diesem Falle soll ihre begründete Entscheidung ausschließlich die Schwierigkeit der Arbeitsvermittlung zugunsten der betroffenen Arbeitslosen berücksichtigen.

Art. 7. Ab dem sechsten Monat vor seinem Zuschußantrag und bis zum Ende des Projektes darf das begünstigte Unternehmen keine der Funktion der bezuschußten Einstellung entsprechende Arbeitsstelle abgeschafft haben bzw. abschaffen.

Art. 8. Die Beteiligung der Wallonischen Region betrifft die Einstellung pro Projekt von mindestens einem und höchstens fünf vollzeitig beschäftigten Arbeitern.

Art. 9. Die Arbeitslosen werden durch einen Arbeitsvertrag eingestellt, entweder für eine Vollzeit- oder eine Teilzeitbeschäftigung. In diesem letzten Fall muß die Dauer der Leistungen mindestens einer Halbtzeitbeschäftigung entsprechen.

Der Arbeitgeber informiert das « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Forem) (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung) über die offene Stelle.

Art. 10. Unbeschadet günstigerer Bestimmungen in Sachen Gesamttarifverträge darf die vertragliche Entlohnung der Arbeiter nicht niedriger sein als die Anfangsentlohnung eines Mitglieds des Personals der Wallonischen Region für das gleiche oder ein gleichwertiges Amt.

KAPITEL IV. — Höhe der Subvention

Art. 11. Die Berechnungsgrundlage für den Zuschuß besteht für jeden Arbeitnehmer aus dem Betrag der jährlichen Entlohnung der Bediensteten der Wallonischen Region für ein gleichwertiges Amt, zuzüglich der gegebenenfalls auf dieser Entlohnung beruhenden Sozialversicherungsbeiträge.

Die Regierung legt die Berechnungsweise dieser Entlohnung und der aufgeschlagenen Sozialbeiträge fest.

Für die ersten zwölf Monate beträgt der Zuschuß 60 % dieser Berechnungsgrundlage.

Für die nächsten zwölf Monate wird er auf 50 % zurückgebracht. Für Arbeitslose über 40 Jahre bleibt der Zuschuß jedoch auf 60 % gehalten.

Art. 12. Das Unternehmen kann einen zusätzlichen Zuschuß in Höhe von 33 % der Berechnungsgrundlage für eine Dauer von nicht mehr als zwölf Monaten beantragen. Hierzu bringt das Unternehmen die Gründe vor, weshalb das Projekt nicht innerhalb der vorgesehenen Termine beendet werden konnte, es jedoch weitergeführt werden sollte, und der Zuschuß hierzu nötig sei.

Die Regierung legt die Formen und Verfahrensweise für diesen Antrag auf einen zusätzlichen Zuschuß fest.

Art. 13. Für Kleinbetriebe, und ebenfalls Mittelbetriebe, die sich in den in Anwendung des Artikels 11 vom Gesetz vom 30. Dezember 1970 über Wirtschaftsaufschwung begrenzten Entwicklungsgebieten befinden, werden die in Artikel 11 und 12 erwähnten Raten von 60, 50 und 33 % respektive auf 90, 75 und 50 % erhöht.

Art. 14. Der Zuschuß darf keinesfalls mit irgendeiner anderen, wegen derselben Stellenbeschaffung zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region, gewährten Begünstigung kumuliert werden.

KAPITEL V. — Höchstgrenze der Subvention

Art. 15. Der Betrag der Subvention darf nicht 50 % der Kosten des Entwicklungsprojektes überschreiten.

Unter Kosten des Entwicklungsprojektes sind folgende Ausgaben zu verstehen:

1° Personalkosten, berechnet als ein zur Verwirklichung des Projektes erforderlicher Bestandteil des Gesamtbetrags;

2° sonstige, auf die gleiche Weise berechnete Ausgaben;

3° Geräte und Ausrüstungen, Grundstücke und Gebäude. Diese Kosten dürfen nur insoweit, als sie ausschließlich für das Projekt verwendet sind, berücksichtigt werden. Die Kosten müssen auf das Projekt und die Tätigkeiten, für die diese Güter verwendet sind, umgelegt werden;

4° Dienstleistungen von Beratern oder ähnliche Dienstleistungen, einschließlich des Ankaufs von Forschungsarbeiten, technischem Know-How, Patenten, usw.;

5° zusätzliche Gemeinkosten, die direkt dem Projekt zuzuschreiben sind.

Art. 16. Die in Artikel 15 vorgesehene Höchstgrenze der Subvention kommt nicht zur Anwendung für einen Kleinbetrieb, der ausschließlich Arbeiter einstellt, die zu folgenden Kategorien gehören:

1° Arbeitslosenunterstützung beziehende Vollarbeitslose seit mindestens sechs ununterbrochenen Monaten, oder Vollarbeitslose, die im Laufe des Jahres vor ihrer Einstellung mindestens sechs Monate Vollarbeitslosigkeit mit Zahlung der Arbeitslosenunterstützung gekannt haben;

2° von den Artikeln 30 Absatz 3 7° und 42 § 2 9° des Königlichen Erlaßes vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit betroffene, Arbeitslosenunterstützung beziehende Vollarbeitslose seit mindestens sechs ununterbrochenen Monaten, oder Arbeitslose, die im Laufe des Jahres vor ihrer Einstellung mindestens sechs Monate Vollarbeitslosigkeit gekannt haben;

3° Arbeitssuchende, die das Existenzminimum nach dem Gesetz vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum, beziehen;

4° Arbeitslose, deren Recht auf die Beziehung der Arbeitslosenunterstützung seit einem Jahr oder länger abgebrochen ist, in Anwendung der Artikel 81 bis 88 des Königlichen Erlaßes vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit;

5° die nach Artikel 78 des vorgenannten Königlichen Erlaßes vom 25. November 1991 in einer beschützenden Werkstatt beschäftigten Arbeitslosen;

6° die in Artikel 89 oder 90 des vorgenannten Königlichen Erlaßes vom 25. November 1991 gemeinten Arbeitslosen.

Für die Anwendung des Absatzes 1 werden als Vollarbeitslosigkeitsdauer mit Beziehung der Arbeitslosenunterstützung folgende Perioden betrachtet:

1° die Dauer der Beschäftigung als Praktikant, wie gemeint im Königlichen Erlaß Nr. 230 vom 21. Dezember 1983 über das Praktikum und die berufliche Eingliederung der Jugendlichen;

2° die Dauer der Beschäftigung als vertraglich Angestellter auf Grund des Artikels 60 § 7 des Grundgesetzes vom 8. Juli 1976 über öffentliche Sozialhilfeszentren;

3° die Periode, während deren ein Arbeitssuchender das Existenzminimum bezogen hat;

4° die in Artikel 36 § 1 4° des vorgenannten Königlichen Erlaßes vom 25. November 1991 gemeinte Wartezeit;

5° die Periode der Arbeitslosigkeit ohne Arbeitslosenunterstützung in Anwendung des vorgenannten Königlichen Erlaßes vom 25. November 1991, Artikel 81 und folgende;

6° die Teilzeitarbeitsperiode, während deren in Anwendung des Artikels 101 des vorgenannten Königlichen Erlaßes vom 25. November 1991 Unterstützungen bezogen worden sind;

7° die Teilzeitarbeitsperiode, während deren in Anwendung des Artikels 131bis des vorgenannten Königlichen Erlaßes vom 25. November 1991 Einkommenssicherungszulagen bezogen worden sind;

8° die Teilzeitarbeitsperiode mit Aufrechterhaltung der Rechte in Anwendung des Artikels 29 § 2 des vorgenannten Königlichen Erlaßes vom 25. November 1991, mit Ausnahme der Arbeiter, deren Entlohnung den Vergleichslohn erreicht.

Für die Anwendung des Absatzes 1 werden folgende Perioden nicht als Unterbrechungsperioden betrachtet:

1° Unterbrechungsperioden von höchstens vierzehn Tagen, abgesehen von Perioden, während deren eine Verwaltungsstrafe oder ein Ausschluß auf Grundlage der Artikel 51 52 und 153 bis 156 des vorgenannten Königlichen Erlaßes vom 25. November 1991 in Kraft ist;

2° Perioden, die Anlaß zur Zahlung einer Vergütung gegeben haben, in Anwendung der gesetzlichen oder verordnenden Bestimmungen bezüglich der Kranken- und Invaliditätspflichtversicherung;

3° durch Urlaubsgeld gedeckte Arbeitslosigkeitsperioden;

4^e Perioden, die Anlaß zur Zahlung einer Vergütung gegeben haben, in Anwendung der gesetzlichen oder verordnenden Bestimmungen bezüglich der Entschädigung von Schäden aus Arbeitsunfällen, Unfällen auf dem Wege zur Arbeit und Berufskrankheiten.

Für die Anwendung des vorliegenden Artikels wird die Lage des Arbeitssuchenden am Tage vor dem Beginn der Vertragsausführung berücksichtigt.

KAPITEL VI. — *Verfahrensweise*

Art. 17. Das Unternehmen reicht den Zuschußantrag nach den von der Regierung festgelegten Formen und Verfahrensweise ein.

Art. 18. Die Regierung beurteilt das Interesse des Projektes und dessen Wirkung auf die Arbeitsbeschaffung, insbesondere unter Berücksichtigung der subregionalen Spezifitäten in Sachen struktureller Arbeitslosigkeit.

Art. 19. Die Vereinbarung zur Gewährung des Zuschusses legt folgende Punkte fest:

1^o die Beschreibung des Projektes und dessen Dauer;

2^o die Anzahl der einzustellenden und im Unternehmen während der Projektausführung zu behaltenden Arbeiter, sowie die erforderlichen Berufsbefähigungen und die entsprechende Funktionsbeschreibung;

3^o die Referenzstufe der Zuschußberechnungsgrundlage.

Art. 20. Der Zuschuß wird auf der Grundlage der Beweisstücke bezüglich der Zahlung der Löhne und Sozialbeiträge ausgezahlt.

Die Regierung bestimmt die Verfahrensweise für die Auszahlung des Zuschusses.

Das Unternehmen stellt Tätigkeitsberichte innerhalb der von der Regierung vorgeschriebenen Termine und in der vorgeschriebenen Form auf.

KAPITEL VII. — *Schlußbestimmungen*

Art. 21. Die Regierung legt die Verfahrensweise für die Kontrolle der guten Durchführung des vorliegenden Dekrets und die Strafen fest.

Die Regierung legt die Verfahrensweise für die Rückgewinnung von ungültig überwiesenen Zuschüssen fest.

Jedes Jahr übermittelt die Regierung dem Wallonischen Regionalrat einen Bewertungsbericht über die Durchführung des vorliegenden Dekrets.

Art. 22. Der Königliche Erlaß Nr. 123 vom 30. Dezember 1982 über die Einstellung von Arbeitslosen, die in gewisse wirtschaftliche Aufschwungsprojekte zu Gunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden, abgeändert durch den Königlichen Erlaß Nr. 257 vom 31. Dezember 1983 und das Gesetz vom 24. Februar 1987, wird in der Wallonischen Region aufgehoben.

Für die vor der Inkrafttretung des vorliegenden Dekrets abgeschlossenen Vereinbarungen bleibt er jedoch in Kraft.

Art. 23. Das vorliegende Dekret tritt an dem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 19. Mai 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung,
der Beschäftigung und der Berufsbildung,

A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,

B. ANSELME

Der Minister der Raumordnung, des Erbes und des Transportwesens,

A. BAUDSON

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten,

J.-P. GRAFE

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

VERTALING

N. 94 — 1487

C — 27314

19 MEI 1994. — Decreet betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde projecten ten bate van kleine en middelgrote ondernemingen (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Rechtgebende ondernemingen*

Artikel 1. Onder de voorwaarden van dit decreet en binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering een toelage aan kleine en middelgrote ondernemingen toekennen om de lonen en sociale bijdragen verbonden aan de indienstneming van werklozen voor bepaalde uitbreidingsontwerpen gedeeltelijk te dekken.

(1) *Zitting 1993-1994 :*

Stukken van de Raad 219 (1993-1994), nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag. — Openbare zitting van 5 mei 1994.

Bespreking — Stemming.

Art. 2. Om recht te hebben op deze toelage moet de onderneming :

1° uitgebaat zijn door een natuurlijke persoon in zijn hoedanigheid van handelaar of door een rechtspersoon onder de vorm van een handelsvennootschap, een Europese groepering van economisch belang of een groepering van economisch belang, met uitzondering van de publiekrechtelijke rechtspersonen;

2° ten minste één uitbatingsetel in het Waalse Gewest hebben;

3° een kleine of middelgrote onderneming zijn overeenkomstig de hierna volgende maatstaven.

De middelgrote onderneming is dewelke :

1° tweehonderd vijftig bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid ingeschreven werknemers in dienst heeft;

2° waarvan :

a) hetzij de jaarlijkse omzet niet meer dan 20 miljoen ECU's bedraagt;

b) hetzij het totaal bedrag van de balans niet hoger is dan 10 miljoen ECU's;

3° en waarvan maximum 25 % van het kapitaal gehouden is door een of meerdere ondernemingen die niet voldoen aan de maatstaven vermeld sub 1° en 2° hierboven en die geen openbare bedrijven van handeling voor gemene rekening of risicodragend kapitaalvennootschappen noch, op voorwaarde dat zij geen controle uitoefenen, institutionele beleggers zijn.

De kleine onderneming is dewelke :

1° vijftig bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid ingeschreven werknemers in dienst heeft;

2° waarvan :

a) hetzij de omzet niet meer dan 5 miljoen ECU's bedraagt;

b) hetzij het totaal bedrag van de balans niet hoger is dan 2 miljoen ECU's;

3° en waarvan maximum 25 % van het kapitaal gehouden is door een of meerdere ondernemingen die niet voldoen aan de maatstaven vermeld sub 1° en 2° hierboven en die geen openbare bedrijven van handeling voor gemene rekening of risicodragend kapitaalvennootschappen noch, op voorwaarde dat zij geen controle uitoefenen, institutionele beleggers zijn.

De Regering kan de in het tweede en derde lid bepaalde maatstaven aanpassen zodat dit decreet overeenstemt met het artikel 92 van het verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, gesloten te Rome op 25 maart 1957.

Art. 3. De onderneming moet ressorteren onder de sectoren van :

1° de industrie, de ambachten, het toerisme, de handel of de dienstverleningen;

2° de visteelt, de tuinbouw en de bosbouw;

3° de landbouw.

Uitgesloten zijn echter :

1° de sectoren van het bankwezen en andere financiële instellingen, de verzekeringen en de immobiliën;

2° de sectoren van de ontginning en de voorziening van energie en water, met uitzondering van de ontginning van alternatieve en hernieuwbare energieën;

3° de sectoren van het onderwijs en de vorming;

4° de gezondheidsector;

5° de sectoren van sport, vrijetijdbesteding en cultuur;

6° de vrije beroepen die geen rechtstreeks verband hebben met de economische activiteit van de kleine en middelgrote ondernemingen.

De Regering kan de uitsluitingen uitbreiden tot andere bedrijfsectoren of -takken. In dat geval moet haar gemotiveerde beslissing uitsluitend rekening houden met de beginselen en doelstellingen van duurzame ontwikkeling of van het scheppen van werkgelegenheid.

Art. 4. Om het recht op toelage te bekomen en te bewaren is de onderneming gehouden te voldoen aan de verplichtingen die voorzien zijn door :

1° de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen;

2° de wetgeving inzake de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces;

3° de sociale, fiscale en leefmilieuwetgevingen en reglementeringen en door dewelke de uitoefening van haar activiteit geregeld wordt of zich ertoe verbinden ze na te leven binnen de door de bevoegde overheid vastgestelde termijnen.

HOOFDSTUK II. — *Projecten*

Art. 5. De in artikel 1 bedoelde uitbreidingsprojecten zijn studie- en onderzoeksprogrammas voor :

1° het afstellen van nieuwe producten, werkwijzen of diensten of hun kenmerkende verbetering op technologisch vlak;

2° de bijstand of de promotie van export buiten de Europese Economische Gemeenschap;

3° de bevordering van hernieuwbare energieën en van energiebesparingen;

4° de besparing van grondstoffen;

5° de bescherming van het leefmilieu, inzonderheid door het aansporen tot de naleving van strictere normen dan de gemeenschappelijke normen;

6° de naleving van strengere kwaliteitsnormen dan dewelke opgelegd door het Waalse Gewest, de Staat of de Europese Gemeenschappen.

De Regering kan slechts twee projecten per onderneming tegelijk subsidiëren en onder de voorwaarde dat deze projecten verschillende programma's beogen zoals ze in het eerste lid vermeld zijn.

HOOFDSTUK III. — *Werknemers*

Art. 6. De in dit decreet bedoelde betrekkingen mogen bekleed worden, hetzij door uitkeringsgerechtigde volledig werklozen met werkloosheids- of wachtlijduitkeringen, hetzij door personen die tot de in artikel 16, 1e lid, 2° tot 6° bedoelde categorieën behoren.

De Regering kan het bovenvermelde toepassingsveld uitbreiden of beperken tot andere categorieën personen. In dat geval moet haar beslissing uitsluitend rekening houden met de moeilijke plaatsing van de betrokkene werklozen.

Art. 7. Vanaf de zesde maand die de aanvraag voorafgaat tot het einde van het project mag de rechthebbende onderneming geen betrekking afgeschaft hebben of afschaffen, die overeenstemt met een met de gesubsidieerde indienstneming gelijkgestelde functie.

Art. 8. De bijdrage van het Waalse Gewest heeft betrekking op de indienstneming van ten minste een voltijdse werknemer en op maximum vijf voltijdse werknemers per project.

Art. 9. De werklozen worden aangeworven met een arbeidsovereenkomst voor voltijdse of halftijdse arbeid. In dit laatste geval moet de duur van de prestaties ten minste gelijk zijn aan een halftijdse betrekking.

De werkgever licht het « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Tewerkstelling) (FOREM) in over de vacante betrekking.

Art. 10. Onverminderd de bepalingen van gunstigere collectieve arbeidsovereenkomsten, mag het contractuele loon van de werknemers niet minder bedragen dan het beginloon toegekend aan een personeelslid van het Waalse Gewest voor dezelfde functie of voor een gelijkaardige functie.

HOOFDSTUK IV. — *Bedrag van de toelage*

Art. 11. Voor iedere werknemer bestaat de berekeningsbasis van de toelage uit het bedrag van het jaarlijkse loon toegekend aan de ambtenaren van het Waalse Gewest voor een gelijkaardige functie, vermeerderd met de sociale bijdragen waartoe dit loon aanleiding zou geven.

De Regering bepaalt de berekeningswijze van dit loon en van de verhoging.

Voor de eerste twaalf maanden is de toelage gelijk aan 60 % van deze berekeningsbasis.

Voor de volgende twaalf maanden wordt zij tot 50 % herleid.

Zij wordt echter tegen 60 % behouden voor de werklozen die ouder dan 40 jaar zijn.

Art. 12. De onderneming kan een aanvraag indienen voor een bijkomende toelage gelijk aan 33 % van de berekeningsbasis voor een periode die niet langer dan twaalf maanden is en zij rechtvaardigt deze aanvraag door de redenen waardoor het project niet voleindigd werd binnen de voorziene termijn, de opportuniteit van zijn voortzetting en de noodzakelijke toelage om dit te bereiken.

De Regering bepaalt de vormen en de modaliteiten van de bijkomende aanvraag.

Art. 13. De in artikelen 11 en 12 bedoelde percentages van 60, 50 en 33 % worden respectievelijk herleid tot 90, 75 en 50 % voor de kleine ondernemingen, alsook voor de middelgrote ondernemingen gevestigd in de ontwikkelingsgebieden zoals omschreven bij toepassing van artikel 11 van de wet van 30 december 1970 op de economische expansie.

Art. 14. In geen enkel geval mag de toelage gecumuleerd worden met een ander voordeel dat ten laste van de begroting van het Waalse Gewest toegekend zou zijn wegens dezelfde tewerkstelling.

HOOFDSTUK V. — *Plafond van de toelage*

Art. 15. Het bedrag van de toelage mag niet hoger zijn dan 50 % van de kosten van het uitbreidingsproject. Onder kosten van het uitbreidingsproject dienen de volgende kosten te worden verstaan :

1° personeelsuitgaven berekend als een onderdeel van het totaal bedrag dat nodig is voor de uitvoering van het project;

2° andere uitgaven berekend volgens dezelfde wijze;

3° werktuigen en uitrustingen, gronden en gebouwen. Deze kosten kunnen enkel in aanmerking komen voor zover deze goederen uitsluitend voor het project aangewend zijn. De kosten moeten verdeeld worden tussen het project en de activiteiten waarvoor deze goederen gebruikt worden;

4° diensten van consultants en dergelijke diensten, met inbegrip van de aankoop van versingen, technische kennis, octrooien, enz.;

5° bijkomende algemene onkosten rechtstreeks verbonden aan het ontwerp.

Art. 16. Het in artikel 15 voorziene plafond van de toelage is niet toepasselijk op de kleine onderneming die uitsluitend werknemers van de volgende categorieën in dienst neemt :

1° de uitkeringsgerechtigde volledig werklozen zonder onderbreking sinds ten minste zes maanden of de volledig werklozen die ten minste zes maanden uitkeringsgerechtigd volledig werkloos waren tijdens het jaar voor hun indienstneming;

2° de uitkeringsgerechtigde volledig werklozen bedoeld bij de artikelen 30, 3e lid, 7°, en 42, § 2, 9°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, die uitkeringsgerechtigd volledig werkloos zonder onderbreking sinds ten minste zes maanden zijn of die ten minste zes maanden werkloos waren tijdens het jaar voor hun indienstneming;

3° de werkzoekenden, die recht hebben op het bestaansminimum voorzien bij de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum;

4° de werklozen wiens recht op het voordeel van werkloosheidsuitkeringen geschorst is sinds één jaar of langer bij toepassing van de artikelen 81 tot 88 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

5° de werklozen tewerkgesteld in beschermde werkplaatsen overeenkomstig artikel 78 van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

6° de werklozen bedoeld in de artikelen 89 of 90 van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991. Voor de toepassing van het eerste lid wordt aanzien als duur van uitkeringsgerechtigde volledige werkloosheid :

1° de duur van de tewerkstelling als stagiair zoals bedoeld bij het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces;

2° de duur van de tewerkstelling als tewerkgestelde contractueel overeenkomstig artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

3° de periode tijdens dewelke een werkzoekende recht gehad heeft op het bestaansminimum;

4° de periode van de wachttijd bedoeld bij artikel 36, § 1, 4°, van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

5° de werkloosheidsperiode zonder uitkeringen overeenkomstig artikelen 81 en volgende van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

6° de periode van deeltijdse tewerkstelling tijdens dewelke uitkeringen toegekend werden bij toepassing van artikel 101 van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

7° de periode van deeltijdse tewerkstelling tijdens dewelke uitkeringen voor een gewaarborgd loon toegekend werden bij toepassing van artikel 131 *bis* van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

8° de periode van deeltijdse tewerkstelling met behoud van de rechten bij toepassing van artikel 29, § 2, van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991, behalve voor een werknemer wiens wedde gelijk is aan het referentieloon.

Voor de toepassing van het eerste lid worden niet aanzien als onderbrekingsperiodes :

1° de onderbrekingsperiodes van maximum vijftien dagen, behalve indien het periodes van administratieve sancties of van uitsluiting zijn op grond van artikelen 51, 52 en 153 tot 156 van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

2° de periodes die aanleiding gegeven hebben tot de betaling van een vergoeding bij toepassing van de wettelijke of reglementaire bepalingen inzake verplichte verzekering voor ziekte en invaliditeit;

3° de werkloosheidsperiodes gedekt door een vakantiegeld;

4° de periodes die aanleiding gegeven hebben tot de betaling van een vergoeding bij toepassing van de wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende het herstel van de schade voortkomend uit arbeidsongevallen, ongevallen op de weg naar het werk en van beroepsziekten.

Voor de toepassing van dit artikel wordt de situatie van de werkzoekende in acht genomen op de dag voor het begin van de uitvoering van de overeenkomst.

HOOFDSTUK VI. — Procedure

Art. 17. De onderneming dient haar aanvraag om toelage in volgens de door de Regering bepaalde vormen en de modaliteiten.

Art. 18. De Regering beoordeelt het belang van het project en zijn invloed op de tewerkstelling, rekening houdend inzonderheid met de subregionale eigenschappen van de structurele werkloosheid.

Art. 19. De overeenkomst tot toekenning van de toelage bepaalt :

1° de beschrijving en de duur van het project;

2° het aantal werknemers die voor de uitvoering van het project in dienst genomen en aan het werk gehouden moeten worden, alsmede de vereiste kwalificaties en de beknopte beschrijving van de functies;

3° het referentieloon van de berekeningsbasis van de toelage.

Art. 20. De toelage wordt uitbetaald op grond van de betalingsbewijsstukken van de lonen en sociale bijdragen.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de uitbetaling van de toelage.

De onderneming stelt haar activiteitenverslagen op binnen de door de Regering vastgestelde termijnen en vormen.

HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

Art. 21. De Regering bepaalt de modaliteiten van de controle op de toepassing van dit decreet, alsmede de sancties.

De Regering bepaalt de procedure voor de terugvordering van de onrechtmatig gestorte toelagen.

De Regering dient jaarlijks een evaluatieverslag over de toepassing van dit decreet in bij de Waalse Gewestraad.

Art. 22. Wat het Waalse Gewest betreft, wordt het koninklijk besluit nr. 123 van 30 december 1982 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde projecten van economische expansie ten bate van kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 257 van 31 december 1983 en de wet van 24 februari 1987, opgeheven.

Het blijft echter van toepassing op de overeenkomsten afgesloten vóór de inkrachttreding van dit decreet.

Art. 23. Dit decreet wordt van kracht op de dag bepaald door de Regering.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 mei 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek,
Tewerkstelling en Beroepsopleiding,

A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,

B. ANSELME

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,

A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,

J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN